

**Bureau des installations et travaux réglementés  
pour la protection des milieux**

Affaire suivie par : Madame Olivia CROCE

Tél: 04.84.35.42.68

[olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Dossier n°2024-220-PC

Marseille, le

**18 OCT. 2024**

**Arrêté n°2024-220-PC modifiant les prescriptions applicables à l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SEMAG au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.541-13, L.541-15, R.181-45, R.181-46, R.541-16 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) adopté le 26 juin 2019 par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et approuvé par arrêté préfectoral du 15 octobre 2019 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011 portant prescriptions complémentaires à la société SEMAG dans le cadre de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne ;

**VU** le courrier du 5 septembre 2024 de la société SEMAG sollicitant la modification de la zone de chalandise de son installation ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement du 27 septembre 2024 ;

**VU** l'avis rendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 9 octobre 2024 au cours duquel l'exploitant a été entendu ;

**VU** la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que la société SEMAG est régulièrement autorisée à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne ;

**CONSIDÉRANT** que le SRADDET adopté le 26 juin 2019 par le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et approuvé par arrêté préfectoral du 15 octobre 2019, est le texte réglementaire opposable organisant la prévention et la gestion des déchets dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

**CONSIDÉRANT** que le SRADDET organise le territoire régional selon le principe de quatre bassins de vie : Azuréen (Alpes-Maritimes et Est du Var), Provençal (Ouest du Var et Métropole Aix-Marseille-Provence), Rhodanien (Ouest des Bouches-du-Rhône et Vaucluse) et Alpin (Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes) ;

**CONSIDÉRANT** que l'ISDND de La Malespine exploitée par la société SEMAG fait partie du bassin de vie Provençal ;

**CONSIDÉRANT** qu'une des principales orientations régionales définie par le SRADDET consiste à disposer d'un maillage d'ISDND assurant l'application des principes de proximité et d'autosuffisance aux quatre bassins de vie, conformément à l'article R. 541-16 I 5° du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'ancienne zone de chalandise de l'ISDND de La Malespine définie dans son arrêté préfectoral d'autorisation, était limitée aux communes des cantons de Gardanne, Trets, Roquevaire, Saint-Maximin et qu'elle pouvait être étendue, dans la limite stricte des capacités autorisées du site, aux communes des Bouches-du-Rhône ;

**CONSIDÉRANT** que par courrier du 5 septembre 2024, la société SEMAG a porté à la connaissance du préfet un projet de modification des conditions d'exploitation de son installation afin de l'inscrire pleinement dans les orientations du SRADDET ;

**CONSIDÉRANT** en effet, que la société sollicite une extension de la zone de chalandise de l'installation à l'ensemble du bassin de vie « Provençal » ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de la société porte uniquement sur l'origine géographique des déchets stockés et qu'elle n'est pas de nature à entraîner des dangers et des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence que ce projet de modification des conditions d'exploitation du site ne présente pas un caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement nécessitant une nouvelle autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** la situation et les perspectives régionales en matière d'élimination de déchets ultimes, et notamment dans le bassin de vie « Provençal » ; qui impliquent d'assurer un suivi régulier des capacités d'enfouissement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'acter la modification de la zone de chalandise de l'installation par un arrêté de prescriptions complémentaires pris en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1225-2011-PC du 31 août 2011 portant prescriptions complémentaires à la société SEMAG dans le cadre de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit « La Malespine » à Gardanne, sont modifiées suivant les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2**

Les dispositions de l'article 8.3.1 « *Origine géographique des déchets* » de l'arrêté préfectoral du 31 août 2011 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La provenance des déchets est limitée, hors situation exceptionnelle dûment justifiée et ayant fait l'objet d'une information préalable du Préfet des Bouches-du-Rhône, aux seules communes du bassin de vie Provençal, tel que défini dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires.

La provenance des déchets correspond à la localisation de leur lieu de production initial. Elle n'est pas modifiée par les éventuelles étapes de regroupement, tri, transfert subies en préalable à leur mise en stockage.

Les matériaux d'exploitation sont prioritairement originaires du bassin de vie Provençal. »

### **Article 3 - Délais et voies de recours**

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.



#### Article 4 - Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gardanne et peut y être consultée. Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 5 - Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,  
- Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence,  
- Le Maire de Gardanne,  
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,  
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,  
et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le **18 OCT. 2024**

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
  
**Cymille LEVELY**